



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre

Arrêté du 02 MARS 2026 portant rectification de l'arrêté du 17 février 2026 imposant des prescriptions complémentaires à la société LR PLAST relatives au dossier de demande de modification de ses installations pour le site d'ÉPREVILLE

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 25 septembre 2024 autorisant et réglementant les activités exercées par la société LR PLAST sur la commune d'ÉPREVILLE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2025 mettant en demeure la société LR PLAST à ÉPREVILLE de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées daté du 18 août 2025 relatif à la visite d'inspection de la société LR PLAST du 30 juin 2025 ;
- Vu le dossier de porter-à-connaissance relatif aux modifications projetées pour la gestion des eaux susceptibles d'être polluées déposé par l'exploitant le 2 décembre 2025, complété par une version finale le 12 février 2026, en réponse au rapport de la visite d'inspection du 30 juin 2025 ;
- Vu l'avis de la DDTM du 6 janvier 2026, complété le 13 février 2026, portant sur le dossier de porter à connaissance susvisé ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2026 portant prescriptions complémentaires à la société LR PLAST pour le site d'ÉPREVILLE ;

CONSIDÉRANT :

que la société LR PLAST exploite sur le territoire de la commune d'ÉPREVILLE des installations réglementées au titre de la législation sur les installations classées ;

que lors de la visite d'inspection du 30 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les moyens mis en œuvre par l'exploitant pour la gestion des eaux susceptibles d'être polluées étaient insuffisants et non conformes aux exigences réglementaires ;

que l'exploitant a présenté dans son dossier du 2 décembre 2025, complété par une version finale le 12 février 2026, des modifications permettant de se mettre en conformité par rapport aux non-conformités constatées ;

que les modifications présentées dans ce cadre ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

que les modifications ont un impact positif sur les sols, les eaux souterraines et la gestion des eaux d'extinction ;

qu'une modification des prescriptions réglementaires actuelles doit être réalisée du fait des modifications apportées par l'exploitant ;

que l'arrêté préfectoral du 17 février 2026 susvisé pris à cet effet comporte des données erronées relatives à la régulation du débit de fuite des eaux pluviales vers le milieu naturel qu'il convient de modifier ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires, conformément aux dispositions prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, modifiées par rapport à l'arrêté du 17 février 2026 pour la société LR PLAST sise à ÉPREVILLE ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Les annexes de l'arrêté préfectoral du 17 février 2026 portant prescriptions complémentaires à la société LR PLAST relatives au dossier de demande de modification de ses installations pour le site d'ÉPREVILLE sont abrogées et remplacées par les annexes au présent article.

ARTICLE 2

La société LR PLAST, dont le siège social est situé 1, Rue Claude Monet - 76600 LE HAVRE, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation des installations de son site d'ÉPREVILLE.

ARTICLE 3 - AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

ARTICLE 4 - SURVEILLANCE

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

ARTICLE 5 - SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

ARTICLE 6 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'ÉPREVILLE et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'ÉPREVILLE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire d'ÉPREVILLE fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire d'ÉPREVILLE, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le

02 MARS 2026

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE

**Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du
Société LR PLAST à ÉPREVILLE**

ANNEXE 1

Article 1

Le titre 3 (Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques) de l'arrêté préfectoral cadre du 25 septembre 2024 est remplacé par :

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 *Prélèvements et consommation d'eau*

L'eau utilisée pour les besoins de l'activité provient du réseau public d'adduction d'eau potable. Cette arrivée d'eau doit être équipée d'un disconnecteur pour éviter tout risque de retour de pollution dans le réseau public.

3.2 *Conception et gestion des réseaux et points de rejet*

3.2.1 Point de rejet

L'exploitant doit être en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux pluviales (de toiture et de ruissellement des voiries). Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
Pt N°1	X= 509 574,04 m Y= 6 960 815,04 m	Eaux pluviales	Milieu naturel	Noüe d'infiltration Volume : 1 100 m ³ Surface d'infiltration effective : 736 m ²

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et traitées par des dispositifs adaptés de rétention des résidus plastiques, comprenant notamment un dégrilleur, ainsi que par un séparateur d'hydrocarbures. Elles sont ensuite dirigées vers un bassin de confinement étanche puis vers une noue d'infiltration.

Les effluents liquides rejetés dans la noue d'infiltration doivent respecter les caractéristiques définies à l'article 3.3.1 du présent arrêté.

Les macro-déchets présents dans le bassin de confinement doivent être ramassés dès que nécessaire.

Le bon fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures doit faire l'objet d'une vérification au moins annuelle. Les fiches de suivi du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

La prévention de la dispersion des granulés de plastiques industriels dans l'environnement, ainsi que les modalités de vérification et d'entretien des dispositifs de rétention des résidus plastiques, sont définies dans une procédure interne, mise à jour par l'exploitant en tant que de besoin.

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur aux abords du point de rejet.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

La noue d'infiltration est régulièrement entretenue afin de maintenir les caractéristiques de volume et de surface d'infiltration définies à l'article 3.2.1 du présent arrêté.

Le point de rejet est équipé d'un dispositif permettant de réguler le débit rejeté, afin de garantir le respect du débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel, fixé à 4 l/s, soit 14,4 m³/h.

Le bon fonctionnement du dispositif de régulation du débit rejeté doit faire l'objet d'une vérification au moins annuelle. Les justificatifs associés à cette vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n° 1

- Température maximale : **30 °C**
- pH : **5,5 – 8,5** (9,5 en cas de neutralisation alcaline)
- Débit maximum horaire (m³/h) : **14,4 m³/h**
- Débit maximum instantané (l/s) : **4 l/s**

Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MEST	1305	35
DCO	1314	125
DBO5	1313	30
Hydrocarbures totaux	7009	10

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Contrôle des rejets

Une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 3.3 doit être effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures doivent être effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les résultats des mesures doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ils doivent être accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.4.2 Campagnes d'analyses PFAS

L'exploitant réalise, avant le 31 décembre 2026, au minimum trois campagnes mensuelles consécutives d'analyses des PFAS, adaptées à la typologie des déchets rencontrés, portant sur l'ensemble des rejets aqueux du site, dans les conditions de réalisation et de restitution définies par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (NOR : TREP2315342A) et précisées par la note d'application de la Direction générale de la prévention des risques « AM_PFAS_V2 du 20 février 2024 » (https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2024-02/Note_application_AM_PFAS_V2.pdf).

La liste des substances à rechercher est précisée en annexe A du présent arrêté.

Article 2

Au titre 5 (Prévention des risques technologiques) de l'arrêté préfectoral cadre du 25 septembre 2024, l'article 5.1.4 (Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles) suivant est ajouté :

5.1.4 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Le confinement des eaux d'extinction d'incendie est assuré par un bassin de confinement étanche, disposant d'un volume disponible en permanence d'au minimum 500 m³.

Le confinement des eaux d'extinction d'incendie et la collecte des eaux pluviales étant réalisés dans un même bassin, le volume de 500 m³ spécifiquement réservé au confinement des eaux d'extinction est clairement matérialisé et maintenu disponible en tout temps.

Dans ces conditions, le rejet vers le milieu naturel doit être facilement obturable, et l'organe de manœuvre correspondant doit être clairement identifié et accessible, y compris en conditions nocturnes.

Le bon fonctionnement du dispositif d'obturation doit faire l'objet d'une vérification au moins annuelle. Les justificatifs associés à cette vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux d'extinction collectées sont ensuite évacuées et éliminées vers des filières de traitement des déchets appropriées, conformément à la réglementation en vigueur.

ANNEXE A

Liste des paramètres à mesurer lors des campagnes d'analyses PFAS

Paramètre	Abréviation	N° CAS
Acide perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4
Acide perfluoropentanoïque	PFPeA	2706-90-3
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1
Acide perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnA ; PFUnDA	2058-94-8
Acide perfluorododécanoïque	PFDoA ; PFDoDA	307-55-1
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA	72629-94-8
Acide perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5
Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1
Acide perfluorodecane sulfonique	PFDS	335-77-3
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTTrDS	791563-89-8
Acide perfluorotetradécanoïque	PFTeA	376-06-7
Acide perfluorohexadécanoïque	PFHxDA	67905-19-5
Acide perfluorooctadécanoïque	PFODA	16517-11-6
Ammonium perfluoro (2-méthyl-3-oxahexanoate)	HFPO-DA	13252-13-6
Acide 4,8-Dioxa-3H-perfluorononanoic	DONA ; ADONA	919005-14-4
Acide acétique Perfluoro([5-methoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy)	C6O4	1190931-27-1
2-perfluorohexyl ethanol	6:2 FTOH	647-42-7
2-perfluorooctyl ethanol	8:2 FTOH	678-39-7
Acide trifluoro acétique	TFA	76-05-1
+ Autre(s) PFAS caractéristique(s) du site (substances		

Paramètre	Abréviation	N° CAS
susceptibles d'être présentes dans les rejets aqueux de l'établissement).		
Fluor Organique Adsorbable	Indice AOF	
Matières en suspension	MES	
Demande chimique en oxygène	DCO	
Fluorures	F-	16984-48-8
Chlorures	Cl-	16887-00-6

